

# une loi de financement de la sécurité sociale adoptée et toujours plus sexiste

En décembre, l'Assemblée nationale a définitivement adopté le budget de la sécurité sociale pour 2026. Il traduit un budget d'austérité profondément sexiste.

La grève et les mobilisations, notamment contre la précarisation des femmes, ont permis d'obtenir la suspension/ du décalage de l'âge de départ à la retraite, l'amélioration du calcul de la pension des femmes dans le privé et la mise en place d'un congé de naissance. Cependant ces victoires sont à relativiser. Les femmes restent les grandes perdantes de la réforme des retraites et la maternité demeure une période de précarisation. Ce budget est également le pire depuis 10 ans et ce sont on sait que les femmes racisées, handicapées et les personnes LGBTQIA+ qui en raison de diverses discriminations subies et de la précarité qui en découle, seront davantage touchées.

Ce PLFSS est profondément sexiste car il précarisera à nouveau les femmes. L'Etat fait notamment des économies sur le dos des mères célibataires et notamment des femmes les plus précaires. La baisse des allocations familiales (dont notamment le report de 14 à 18 ans de la majoration pour âge des allocations familiales) est une mesure qui va pénaliser toutes les familles précaires et notamment les familles monoparentales souvent portées par des mères isolées.



*Sophie Yin - formes des luttes*

C'est également la santé des femmes qui se trouve sacrifiée. Ce budget est profondément sexiste car aucune mesure ne vise à améliorer la santé sexuelle, reproductive ou postnatale. Le gel des dépenses de santé (ONDAM) va également encore une fois creuser les inégalités d'accès aux soins et à la santé. On le sait, les premières victimes de ces mesures sont les femmes les plus précaires qui sont confrontées à des difficultés d'accès aux soins. Le refus de l'interdiction des PFAS dans les serviettes hygiéniques montre également que les parlementaires préfèrent favoriser les industriels et leurs profits plutôt que la santé des femmes.

Pour finir, ce budget s'attaque directement aux travailleuses. En effet, le gel des dépenses de l'ONDAM, affecte directement un secteur occupé en grande majorité par des travailleuses : la santé. Les hôpitaux et les EPHAD sont des secteurs sur féminisés. La fermeture des lits, les suppressions de postes vont avoir des conséquences sur les conditions de travail (épuisement professionnel, surcharge de travail, stress) de nos camarades femmes.

De plus, dans ce budget aucune mesure ne vise à réduire les inégalités salariales de genre. L'absence de mesures visant à lutter contre la baisse du pouvoir d'achat (par le gel du point d'indice) dans les métiers de la fonction publique, occupée également en grande majorité par des femmes, montre une politique de précarisation genrée toujours plus forte.

A nouveau, l'Etat décide de faire des économies sur le dos des femmes. C'est leur travail, leur santé, leur pouvoir d'achat qui sont directement attaqués. **Dans ce contexte politique, il est plus qu'urgent d'adopter un budget de justice sociale féministe.**